

**Attractivité - Enseignement
supérieur - Climat - Entretien de
Mme Frédérique Vidal, ministre de
l'enseignement supérieur, de la
recherche et de l'innovation, avec le
quotidien «L'Opinion»
(Paris, 29 septembre 2017)**

Q - Comment mettre en place la feuille de route européenne tracée par Emmanuel Macron pour les étudiants?

R - L'objectif est que tous les étudiants se voient proposer d'aller passer un semestre dans une université partenaire en Europe. Aujourd'hui, certaines grandes écoles ont des campus à l'étranger alors que les universités nouent des partenariats. Il faut les encourager, généraliser les programmes Erasmus, ce qui permettra de répondre aussi à la question de l'apprentissage des langues. Il est important aussi d'accompagner les étudiants car tous n'ont pas les moyens de ce séjour à l'étranger. L'idée de créer de grands réseaux d'universités européennes répond notamment à cette préoccupation, car ces réseaux seront là pour les accompagner. Certains existent - par exemple le réseau «Eurocor» qui regroupe 5 universités françaises, suisses et allemandes -, c'est ce qui nous rend optimiste. Il faut favoriser ces dispositifs afin que les étudiants vivent leur parcours d'enseignement supérieur en Europe de façon tout à fait naturelle, ce qui les aidera à se projeter au-delà des frontières nationales.

Q - Cela sera-t-il encouragé aussi pour les apprentis?

R - Dans bien des pays européens, les filières d'apprentissage sont des filières d'excellence alors qu'elles ne sont pas considérées comme telles en France, du moins en pré-bac. Cela ne favorise pas la mobilité transfrontalière des apprentis. Il faut rappeler tout de même que dans l'enseignement supérieur en France, l'apprentissage est une filière d'excellence! Pratiquement toutes les écoles d'ingénieurs proposent des filières d'apprentissage. De plus en plus de masters, de licences d'université font pareil. Ces formations sont plébiscitées par les étudiants. Il faut utiliser la très bonne image qu'a l'apprentissage dans le supérieur pour infléchir celle qu'il a dans le secondaire.

Q - Comment expliquez-vous que nous ne progressions pas dans le classement de Shanghai?

R - Les deux critères les plus importants de ce classement sont le nombre de publications liées au nombre de chercheurs et la capacité à créer et à valoriser des brevets. Mais il en existe d'autres qui comptent aussi. Dans ces conditions, pour augmenter la visibilité de la recherche française, on ne peut s'appuyer que sur le volume de publications. D'où l'idée de travailler sur des regroupements pertinents d'établissements qui, de fait, augmentent ce volume. Mais

jusqu'ici les divers classements refusent de prendre en compte ces regroupements, car ils tiennent à comparer les universités entre elles et non un regroupement d'établissements. Mon objectif est donc de demander aux conseils d'administration des universités s'ils veulent continuer à signer leur publication chacun de leur côté ou s'ils acceptent qu'il y ait une seule signature. Si Paris Sciences Lettres (PSL) qui regroupe divers établissements, était classé comme un seul, il apparaîtrait dans les 30 premières universités mondiales.

Q - Quel est votre diagnostic sur Paris-Saclay ?

R - C'est une réussite ; des formations se sont développées en commun entre les établissements, des entreprises sont venues s'installer avec leur R&D. Le sujet que nous avons aujourd'hui et qui est mis souvent en avant, c'est la gouvernance. Cela vient du fait que dans la loi de 2013, les «boîtes» qui ont été mises en place pour créer ce type de regroupement sont très contraignantes ; les établissements fusionnent ou ils s'organisent en communautés d'universités et établissements (Comue) à qui sont transférées leurs compétences. Je veux fonctionner différemment en redonnant la main aux acteurs.

Je souhaite que la loi de simplification puisse autoriser les établissements à proposer une gouvernance qui devienne une gouvernance de fait. C'est-à-dire que l'on créera après, les «boîtes» qui correspondent, au lieu de les imposer avant. Lorsque les projets sont conçus ensemble, que l'on travaille ensemble, la question des structures devient secondaire.

Q - L'idée de créer un fonds pour attirer des chercheurs étrangers sur le climat a-t-elle été fructueuse ?

R - Tout à fait. Quand Donald Trump a dit qu'il quittait l'Accord de Paris, cela signifiait que les budgets de la recherche publique dans le domaine climatique allaient baisser fortement. L'objectif était donc de ne pas perdre ces compétences et de les récupérer en France et en Europe dans le cadre de l'initiative Make our planet great again. Nous avons ainsi ouvert un fonds de 30 millions d'euros, un montant pris sur les budgets d'investissement, qui n'enlève donc rien à personne dans les laboratoires. Pour un euro investi par les laboratoires de recherche français, l'État ajoute un euro. Nous avons reçu 2 500 messages de chercheurs et le même nombre venant d'étudiants doctorants. 355 chercheurs ont rempli complètement leurs dossiers. C'est désormais le CNRS qui est chargé de faire correspondre leur candidature avec les demandes des laboratoires. La bonne nouvelle, c'est que l'Allemagne va mettre en place un dispositif similaire avec un fonds public de 15 millions d'euros. L'Italie envisage de faire la même chose. Une fois que chaque pays aura fait son «matching», nous aurons une bonne cartographie pour un fonctionnement en réseau.

Q - Que pensez-vous de l'application du principe de précaution ?

R - Que le monde de la recherche prenne des risques, c'est essentiel, car sinon on ne ferait plus aucune découverte. Être vivant, c'est déjà un risque en soi ! Il faut que nous conservions notre capacité à rester dans l'action. Le principe de précaution ne doit pas être vu comme un principe d'inaction. Je suis pour un principe d'action contrôlée. Tout dépend de l'endroit où on place le curseur, qui est très différent d'un pays à l'autre. Je trouve

profondément injuste que dans des pays où le principe de précaution n'existe pas soient testées des choses qui sont potentiellement dangereuses ailleurs. L'objectif du président de la République est clair; il faut redonner le goût du risque et de la responsabilité. Un vrai fonds d'innovation finance beaucoup de choses qui risquent de ne pas marcher, sinon il ne prospecte pas assez. En France, on soutient l'innovation incrémentale mais pas l'innovation de rupture. Il faut changer cela, en France comme en Europe, ainsi que l'a proposé le président de la République dans son discours à la Sorbonne./.